



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
8 novembre 2012
Français
Original: anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Soixante-dix-neuvième session

Compte rendu analytique de la deuxième partie (publique)* de la 2125^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 2 septembre 2011, à midi

Président: M. Kemal

Sommaire

Rapport du Comité à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session

Clôture de la session

* Le compte rendu analytique de la première partie (privée) de la séance est publié sous la cote CERD/C/SR.2125.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La partie publique de la séance est ouverte à midi.

Rapport du Comité à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session
(CERD/C/79/R.1 et Add.1-12; CERD/C/79/R.2 et Add.1-6)

Chapitre I. Questions d'organisation et questions connexes

1. *Le Chapitre I est adopté.*

Chapitre II. Prévention de la discrimination raciale, procédures d'alerte rapide et d'action urgente

2. **M. Diaconu** (Rapporteur) dit que le Chapitre II du rapport rappellerait la décision concernant la Côte d'Ivoire, adoptée par le Comité au titre de sa procédure d'alerte rapide et d'action urgente, lors de sa soixante-dix-huitième session. Il inclurait par ailleurs la phrase: «Les déclarations suivantes ont également été adoptées par le Comité à ses soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions, au titre des procédures d'alerte rapide et d'action urgente». À la suite de cette phrase, figureraient les déclarations concernant la Jamahiriya arabe libyenne et la République arabe syrienne. Les paragraphes suivants contiendraient les informations figurant dans le rapport du groupe de travail sur l'alerte rapide et l'action urgente, adopté la veille par le Comité.

3. *Le Chapitre II est adopté, avec cette réserve.*

Chapitre III. Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention

Chapitre IV. Suivi de l'examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention

4. *Les Chapitres III et IV sont adoptés.*

Chapitre V. Examen de l'application des dispositions de la Convention dans les États parties dont les rapports sont très en retard

5. **M. Diaconu** dit qu'il conviendrait de supprimer, à la section B, la mention du Paraguay, dans la mesure où cet État partie a présenté son rapport initial et ses deuxième et troisième rapports périodiques, lesquels ont été examinés pendant la session en cours.

6. *Le Chapitre V est adopté, avec cette réserve.*

Chapitre VI. Examen des communications présentées conformément à l'article 14 de la Convention.

7. *Le Chapitre VI est adopté.*

Chapitre VII. Suivi des communications individuelles

8. **M. Diaconu** indique qu'il faudrait modifier le tableau de la troisième page, concernant la communication n° 43/2008 (*Saada Mohammad Adan c. Danemark*). Dans la mesure où le Comité attend des informations complémentaires que l'État partie doit lui soumettre, il convient de signaler que le dialogue de suivi est en cours et de supprimer la mention d'une réponse en partie satisfaisante de l'État partie.

9. *Le Chapitre VII est adopté, avec cette réserve.*

Chapitre VIII. Examen des copies de pétitions, copies de rapports et autres renseignements relatifs aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, conformément à l'article 15 de la Convention

10. **M. Kut** suggère d'ajouter une phrase indiquant que le Comité n'a reçu aucune pétition. En outre, la numérotation de certains documents a été modifiée, en coordination avec le secrétariat.

11. *Le Chapitre VIII est adopté, avec cette réserve.*

Chapitre IX. Décision prise par l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session

Chapitre X. Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et de la Conférence d'examen de Durban.

12. *Les Chapitres IX et X sont adoptés.*

Chapitre XI. Débats thématiques et recommandations d'ordre général

13. **M. Lindgren Alves** demande si le débat thématique se déroule en privé ou en public et si les États parties sont invités à y participer.

14. **M^{me} Habtom** (Secrétaire du Comité) répond que le débat en lui-même est ouvert au public mais que la réunion préparatoire à ce débat se déroule en privé. Elle précise également que le Comité ne dispose pas de fonds suffisants pour inviter des experts extérieurs à participer au débat thématique.

15. **M. Diaconu** pense que le chapitre doit préciser que le Comité a décidé d'organiser, lors de sa prochaine session, un débat thématique sur les propos haineux et la liberté d'expression.

16. *Le Chapitre XI est adopté, avec cette réserve.*

Chapitre XII. Méthodes de travail du Comité

17. **M^{me} Habtom** (Secrétaire du Comité) précise que le secrétariat ajoutera un paragraphe consacré à la réunion que le Comité a tenue avec les États parties.

18. *Le Chapitre XII est adopté, avec cette réserve.*

Annexes

Annexe I. État de la Convention

Annexe II. Ordre du jour des soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions

Annexe III. Décision adoptée par le Comité au titre de l'article 14 de la Convention à la soixante-dix-neuvième session

19. *Les annexes I, II et III sont adoptés*

Annexe IV. Renseignements sur la suite donnée aux communications pour lesquelles le Comité a adopté des recommandations

20. **M. de Gouttes** fait remarquer que la dernière ligne du tableau fait état d'une réponse «en partie satisfaisante» de l'État partie. Ceci est incorrect; le texte doit être modifié pour préciser que le Comité estime que le dialogue avec l'État partie est en cours, comme le mentionne le chapitre VII du projet de rapport.

21. *L'annexe IV est adopté, avec cette réserve.*

Annexe V. Documents reçus par le Comité à ses soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions en application de l'article 15 de la Convention

22. *L'annexe V est adopté.*

Annexe VI. Rapporteurs pour les États parties dont le Comité a examiné les rapports ou la situation dans le cadre de la procédure de bilan, à ses soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions

23. **M^{me} Habtom** (Secrétaire du Comité) en réponse aux questions posées par **M^{me} Dah**, précise que l'annexe VI incluait la Jordanie et le Vietnam dans la liste des États parties dont l'examen des rapports était prévu par le Comité mais a été annulé ou reporté, ces pays ayant déjà soumis leurs rapports au Comité. Belize figurait également sur cette liste car elle s'est engagée à soumettre son rapport peu après la soixante-dix-neuvième session. En outre, il convient d'ajouter le Swaziland à cette liste.

24. **M^{me} Dah** dit qu'il convient également d'ajouter le Niger à cette liste.

25. *L'annexe VI est adopté, avec cette réserve.*

Annexe VII. Liste des documents publiés pour les soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions du Comité

26. *L'annexe VII est adopté.*

27. *L'ensemble du projet de rapport du Comité à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session, tel que modifié, est adopté.*

La séance est suspendue à 12 h 35; elle est reprise à 12 h 55.

Clôture de la session

28. Après l'échange de courtoisies d'usage, **le Président** prononce la clôture de la soixante-dix-neuvième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

La séance est levée à 13 h 15.